

Plan stratégique
d'Electronics Watch

2024-28



Marchés publics
responsables.
Droits des ouvrier.e.s
de l'électronique.

Chère lectrice, cher lecteur,

Le "Plan Stratégique 2024-28" d'Electronics Watch est conçu pour répondre aux défis de notre époque et saisir toutes les opportunités pour mener à bien notre mission : utiliser l'effet de levier des marchés publics pour promouvoir et protéger les droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les conditions de travail des ouvrier.e.s dans ces chaînes d'approvisionnement peuvent être brutales. On estime que vingt-huit millions de personnes sont soumises au travail forcé.¹ Un million d'ouvrier.e.s perdent la vie chaque année en raison de l'exposition à des produits chimiques dangereux.² La violence fondée sur le genre est omniprésente dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais elle est en grande partie invisible et non signalée.³ Dans de nombreux pays, les ouvrier.e.s sont confrontés à des violations systématiques de leurs droits.⁴

En même temps, l'autoritarisme progresse dans de nombreuses régions tandis que l'espace pour la société civile se réduit. La crise climatique a alimenté une demande insatiable de minéraux essentiels à la transition énergétique, tandis que les efforts en faveur d'une transition équitable pour les ouvrier.e.s et les communautés ne progressent pas assez rapidement.

Mais un nombre croissant de pays adoptent des réglementations qui obligent les entreprises à prendre des mesures significatives pour prévenir et remédier aux préjudices subis par les ouvrier.e.s de leurs chaînes d'approvisionnement et exigent des gouvernements qu'ils mettent fin à l'esclavage moderne. On se rend de plus en plus compte que ces efforts doivent placer les ouvrier.e.s au centre du processus.

Dans ce contexte, la vision d'Electronics Watch, selon laquelle les ouvrier.e.s des chaînes d'approvisionnement mondiales peuvent réaliser et défendre leurs droits au travail, est un appel à l'action qui peut et doit gagner du terrain. Ce plan stratégique est notre feuille de route pour concrétiser cette vision.



Sanjiv Pandita

Président du conseil d'administration

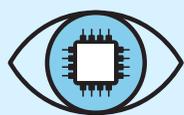


Björn Skorpen Claeson

Directeur exécutif



Plan stratégique d'Electronics Watch 2024-28



Vision

Les ouvrier.e.s des chaînes d'approvisionnement mondiales peuvent faire valoir leurs droits et les défendre.



Mission

Utiliser l'effet de levier des marchés publics pour promouvoir et protéger les droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Objectif N° 1

Les acheteurs publics utilisent efficacement leur influence pour protéger et promouvoir les droits des ouvrier.e.s dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Objectifs

- 1.1** Renforcer la capacité des acheteurs publics à adopter et à mettre en œuvre des politiques et des systèmes d'approvisionnement socialement responsables.
- 1.2** Faciliter une collaboration efficace entre les acheteurs publics afin d'exercer un effet de levier collectif sur les acteurs de l'industrie.
- 1.3** Encourager et promouvoir le leadership des acheteurs publics dans le cadre de marchés publics socialement responsables.
- 1.4** Améliorer la compréhension par les acheteurs publics du devoir de diligence en matière de droits humains et des risques encourus par les ouvrier.e.s dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- 1.5** Soutenir et organiser les acheteurs publics afin de promouvoir des normes plus élevées pour les ouvrier.e.s dans leurs chaînes d'approvisionnement.



Objectif N° 2

Les acheteurs publics exigent et utilisent des données probantes de qualité pour une diligence raisonnable efficace en matière de droits humains et pour la responsabilisation des entreprises dans leurs chaînes d’approvisionnement.

Objectifs

- 2.1** Rassembler et communiquer des informations fiables et pertinentes en matière de diligence raisonnable relative aux droits humains et aux marchés publics socialement responsables.
- 2.2** Aider les acheteurs publics à utiliser des éléments de preuves crédibles pour améliorer la situation des ouvrier.e.s dans leurs chaînes d’approvisionnement.
- 2.3** Faciliter l’accès des affiliés à des informations fiables et pertinentes sur les droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d’approvisionnement du secteur public.
- 2.4** Créer un réseau de partenaires de monitoring et une communauté de pratique qui permettent de fournir des éléments de preuves crédibles de manière cohérente.



Objectif N° 3

Les ouvrier.e.s exercent leur droit d'organisation et d'accès à des voies de recours avec le soutien des acheteurs publics affiliés.

Objectifs

- 3.1** Mettre en place un centre de monitoring ayant pour moteur les ouvrier.e.s : centre d'excellence en matière de formation, de recherche et de collaboration pour faire progresser les droits des ouvrier.e.s dans les régions de production.
- 3.2** Améliorer la qualité et étendre la portée du monitoring ayant pour moteur les ouvrier.e.s.
- 3.3** Identifier les possibilités d'inclure les ouvrier.e.s et leurs représentants dans les processus de remédiation ainsi que dans l'examen des données de monitoring.
- 3.4** Aider les acheteurs publics à utiliser leur influence pour promouvoir la liberté d'association et la négociation collective dans leurs chaînes d'approvisionnement, notamment en permettant aux syndicats d'avoir accès à l'organisation et à la représentation collective des ouvrier.e.s, et en luttant contre les pratiques antisyndicales.
- 3.5** Intégrer les chaînes d'approvisionnement des véhicules à faibles émissions dans toutes les activités de monitoring pertinentes, développer les partenariats, et renforcer les activités de reporting et de remédiation dans ce secteur.



Objectif N° 4

Les entreprises font preuve de responsabilité et de diligence raisonnable en matière de droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des marchés publics.

Objectifs



- 4.1** Améliorer l'efficacité de l'engagement multipartite pour aborder la question des droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales liées aux marchés publics. Cela inclut le dialogue entre les acheteurs publics, les syndicats, les entreprises et d'autres parties prenantes clés.
- 4.2** Améliorer la responsabilité des entreprises en cas d'incapacité à faire preuve d'une diligence raisonnable efficace et opportune en matière de droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des marchés publics.
- 4.3** Promouvoir un changement de paradigme en passant d'une action corrective menée par les entreprises à une remédiation ayant pour moteur les ouvrier.e.s dans les industries concernées.
- 4.4** Soutenir et organiser les acheteurs publics pour qu'ils fassent preuve d'une diligence raisonnable efficace en matière de droits humains et qu'ils l'exigent de leurs fournisseurs.
- 4.5** Soutenir les ouvrier.e.s et les syndicats pour qu'ils exigent une diligence raisonnable efficace de la part des acteurs de la chaîne d'approvisionnement en matière de droits humains.

Objectif N° 5

Electronics Watch renforce et élargit son modèle d'impact.

Objectifs

- 5.1** Développer des partenariats stratégiques avec des organisations de confiance pour soutenir la mise en œuvre de la diligence raisonnable en matière de droits humains dans les marchés publics.
- 5.2** Mettre à l'essai une approche de diligence raisonnable en matière de droits humains axée sur les ouvrier.e.s auprès d'acheteurs publics sur une sélection de produits à haut risque dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- 5.3** Développer des alliances et des réseaux qui favorisent la collaboration mondiale en matière de diligence raisonnable relative aux droits humains dans les marchés publics.
- 5.4** Établir un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour suivre les progrès et améliorer en permanence l'impact du travail d'Electronics Watch.



Objectif N° 6

Electronics Watch fonctionne comme une organisation fondée sur des valeurs et fournit une excellence professionnelle.

Objectifs

- 6.1 Améliorer l'efficacité et l'efficacité des processus et des systèmes organisationnels.
- 6.2 Améliorer la santé financière et assurer la pérennité d'Electronics Watch.
- 6.3 Renforcer la réputation et la visibilité d'Electronics Watch auprès des acheteurs publics, des syndicats et d'autres parties prenantes clés par le biais de communications et d'événements.
- 6.4 Démontrer constamment les valeurs de l'organisation dans toutes nos activités.
- 6.5 Créer un milieu de travail où le personnel s'épanouit et réalise son potentiel.



Le Plan Stratégique d'Electronics Watch dans le contexte mondial

Ce plan stratégique positionne Electronics Watch comme un contrepoids aux menaces mondiales qui pèsent sur les droits humains, le climat, et la démocratie.

Au cours des cinq prochaines années, ce plan stratégique nous guidera, nous et nos partenaires, pour défendre les droits humains des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, soutenir une transition juste, et lutter contre l'autoritarisme par la démocratie sur le lieu de travail.

Il existe des opportunités dans l'environnement réglementaire...

Partout dans le monde, les changements législatifs suscitent des attentes et créent **de nouvelles exigences** pour que les entreprises fassent preuve d'une diligence raisonnable efficace en matière de droits humains et d'environnement. Il est de plus en plus reconnu que la responsabilité sociale contrôlée par les entreprises est mal orientée et qu'il est nécessaire de mettre en place des modèles de diligence raisonnable en matière de droits humains **centrés sur les ouvrier.e.s.**

Objectif 4

Nous voulons que les entreprises **fassent preuve de responsabilité** et de diligence raisonnable en matière de droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des marchés publics.

Nous défendons déjà le **principe de la remédiation ayant pour moteur les ouvrier.e.s, dans laquelle les ouvrier.e.s**, en tant que détenteurs de droits, sont directement impliqués dans les processus de remédiation, en déterminant les réparations qui s'imposent avec le soutien des syndicats, des représentants des ouvrier.e.s et des défenseurs des droits humains.

Objectif 3

C'est pourquoi l'un de nos objectifs est que les ouvrier.e.s puissent **s'organiser et accéder à des voies de remédiation** avec le soutien des acheteurs publics affiliés.

... Mais il y a aussi des défis

Les réglementations ne suffiront pas à elles seules à inaugurer une nouvelle ère de respect des droits des ouvrier.e.s.

L'environnement réglementaire est devenu un terreau fertile pour une industrie en pleine croissance qui fournit des outils d'assurance en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) aux entreprises. Le **marché de l'ESG était évalué à 158,5 milliards de dollars américains en 2022** et devrait plus que doubler d'ici 2030, soit à peu près l'équivalent de la valeur actuelle de l'ensemble du marché mondial des énergies renouvelables.

Souvent, les outils ESG ne parviennent pas à identifier, et encore moins à remédier aux atteintes aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ils sont encore largement conçus pour protéger la réputation des marques, et non les personnes ou la planète.⁵ **Des audits médiocres dissimulent de mauvaises conditions de travail**, sapent la transparence et les normes éthiques, et ne permettent pas de remédier aux violations des droits et de les prévenir.

Objectif

2

C'est pourquoi l'exigence et l'utilisation **d'éléments de preuves de qualité** pour une diligence raisonnable efficace en matière de droits humains est un objectif essentiel de notre plan stratégique.

L'effet de levier des marchés publics

En rendant des comptes au grand public, les acheteurs publics ont la responsabilité de faire passer les personnes et la planète avant le profit des entreprises, et ils peuvent promouvoir un modèle de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement axée sur les ouvrier.e.s et les communautés. Notre ambition est d'aider davantage d'organisations publiques à collaborer, à exercer un effet de levier collectif et à **réaliser leur plein potentiel** afin de promouvoir et protéger les droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Objectif

1

Nous voulons que les acheteurs publics **utilisent efficacement leur influence** pour protéger et promouvoir les droits des ouvrier.e.s dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Un effet de levier qui va au-delà du secteur de l'électronique

Nous avons déjà élargi notre champ d'action pour inclure le secteur des véhicules à faibles émissions, en défendant les ouvrier.e.s et les communautés touchées tout au long de la chaîne d'approvisionnement des batteries. Mais les acheteurs publics achètent bien plus que des équipements et des véhicules TIC.

Nous continuerons et renforcerons notre travail dans l'industrie électronique. Mais nous pensons que **le modèle d'Electronics Watch peut être étendu à d'autres secteurs** où des abus ont été détectés, et nous allons tester une approche de diligence raisonnable en matière de droits humains axée sur les ouvrier.e.s auprès d'acheteurs publics pour une sélection d'autres produits à haut risque dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Objectif 5

C'est pourquoi Electronics Watch s'efforcera de renforcer et d'étendre **son modèle d'impact** au-delà de l'électronique.

La capacité des ouvrier.e.s à s'organiser et à négocier collectivement de meilleures conditions de travail peut également renforcer la démocratie et contribuer à une transition juste, essentielle pour atteindre les objectifs climatiques. Notre plan stratégique décrit ce que nous ferons pour **faire progresser notre vision d'un monde où les ouvrier.e.s des chaînes d'approvisionnement mondiales peuvent réaliser et défendre leurs droits au travail**, dans un large éventail de secteurs.

Notre reseau en 2024

Cléf

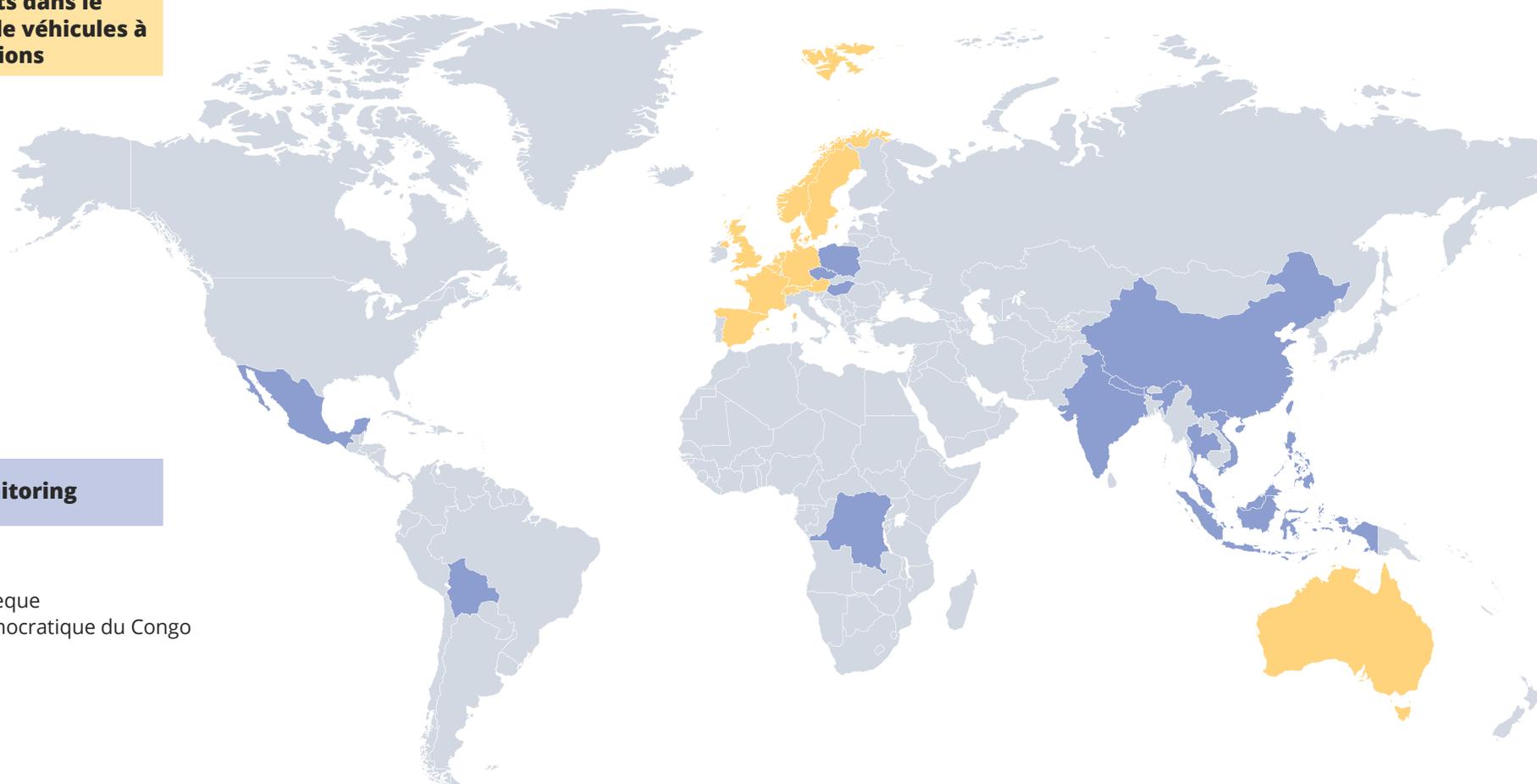
- Affiliés
- Partenaires de monitoring

Localisation des affiliés et participants dans le programme de véhicules à faibles émissions

Allemagne
Autriche
Australie
Belgique
Danemark
Espagne
France
International
Norvège
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède
Suisse

Lieux de monitoring

Bolivie
Chine
République tchèque
République démocratique du Congo
Hongrie
Inde
Indonésie
Malaisie
Mexique
Philippines
Pologne
Taïwan
Thaïlande
Vietnam



Plan stratégique d'Electronics Watch

2024-28

Notes de fin d'ouvrage

- 1 <https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/lang--en/index.htm>
- 2 <https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/areasofwork/chemical-safety-and-the-environment/lang--en/index.htm>
- 3 https://gbv.itcilo.org/index.php/briefing/show_paragraph/id/18.html
- 4 La CSI publie son Indice des droits dans le monde. Parmi les principaux pays producteurs de produits électroniques énumérés ci-dessus, six (la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande) ont reçu l'avant-dernière note, « aucune garantie de droits », et deux (Hongrie et le Vietnam) la troisième plus mauvaise note, « violation systématique des droits ».
- 5 https://www.bloomberg.com/graphics/2021-what-is-esg-investing-msci-ratings-focus-on-corporate-bottom-line/?sref=jjXRDFv&utm_source=substack&utm_medium=email

Crédits photos

- Couverture – Industrie électronique au Viet Nam, ©ILO, CC BY-NC-ND 3.0 IGO DEED, <https://flic.kr/p/2mTEduU>
- Objectif N° 1 – Ouvrier.e.s d'une usine d'électronique, Cikarang, Indonésie, ©ILO/Asrian Mirza, CC BY-NC-ND 3.0 IGO DEED, <https://flic.kr/p/dksj56>
- Objectif N° 2 – Industrie électronique au Viet Nam, ©ILO, CC BY-NC-ND 3.0 IGO DEED, <https://flic.kr/p/2mTvtLk>
- Objectif N° 3 – Le lieu de travail que nous voulons : engagement et autonomisation, ©ILO/Nguyễn Việt Thanh, CC BY-NC-ND 3.0 IGO DEED, <https://flic.kr/p/T29uvk>
- Objectif N° 4 – Site minier artisanal en RDC, ©Electronics Watch
- Objectif N° 5 – Jordan, ©Abdel Hameed Al Nasier /ILO, CC BY-NC-ND 2.0 DEED, <https://flic.kr/p/2kGMK5v>
- Objectif N° 6 – Participation d'un mineur coopératif à un atelier, Bolivie, ©Electronics Watch



Marchés publics
responsables.
Droits des ouvrier.e.s
de l'électronique.

